

Monsieur le Président

Vous voulez fonder nos politiques sur les constats de la science : chiche !

En préalable à l'ouverture de la COP 30 au Brésil, le Président Macron a déclaré :

« (...) à l'heure où les prophètes de désordre sèment le doute quant à l'urgence climatique et remettent en question les certitudes les mieux étayées, nous devons protéger la science et fonder nos politiques sur ces constats. Je veux insister sur ce point, nos COP reposent sur une mobilisation collective qui a été nourrie par les travaux d'une science internationale indépendante en l'espèce, celle menée par le GIEC.

De la même manière, nous avons bâti une action nouvelle pour la biodiversité grâce à l'IPBES. Nous avons construit nos engagements de la Conférence des Nations Unies pour les Océans sur la base d'un compromis, d'un consensus scientifique. La désinformation climatique fait aujourd'hui peser une menace sur nos démocraties, sur l'agenda de Paris et donc sur notre sécurité collective.

C'est pourquoi, je le redis ici avec force, nous devons soutenir la science libre indépendante. Nous devons continuer l'engagement derrière nos scientifiques pour gagner ce combat climatique. C'est dans cet esprit que la France accueillera en décembre à Paris les scientifiques du GIEC et contribuera à rassembler tous les pays qui sont prêts à pérenniser un financement visible, solide pour ces travaux scientifiques (...). ».

Il est dans les gènes de Sauvons le Climat de s'appuyer sur les réalités scientifiques et technologiques, aussi nous ne pouvons que souscrire à ces propos présidentiels.

Oui donc à l'écoute attentive des climatologues pour confirmer et renforcer les diagnostics. Mais cette prise en compte des réalités doit aussi être au cœur des stratégies de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Or, force est de constater, Monsieur le Président, que sur ce point, l'action de la France est largement sujette à caution.

L'Académie des sciences a formulé un avis clair qui désavoue le projet de PPE3 : par exemple « *Le texte actuel n'est pas à la hauteur des enjeux de l'énergie, d'une*

importance extrême pour la France et ses citoyens. Il n'a pas non plus le niveau de rigueur attendu d'une production des services de l'État. » ou « le texte s'appuie sur des chiffres incohérents, tout comme sa version précédente, et ce malgré les observations précises formulées par l'Académie des sciences dans son avis de décembre 2024 ». Aucune suite n'a été donnée et le projet n'a pas bougé.

De même, l'Académie des technologies a pointé les lacunes du texte PPE 3 : *« il conviendra donc de synchroniser le développement des énergies solaires et éoliennes avec la croissance de la demande compte-tenu du parc de production bas-carbone existant (nucléaire, hydraulique) » ou « la France doit relancer le développement d'un réacteur rapide refroidi au sodium permettant de démontrer la fermeture du cycle, et de valoriser la totalité de l'uranium disponible ».* Aucune de ces propositions n'a été intégrée.

Pourquoi avoir mis en place un Haut Conseil pour le Climat et ne pas prendre systématiquement en compte ses préconisations ? Alors même que, dans le même temps, il a été annoncé vouloir prendre en compte « sans filtre » (donc sans le filtre de la réalité technique et scientifique) les recommandations de la Convention citoyenne sur le Climat, marquées de fait par le bon sens citoyen suite aux présentations qui leur ont été faites, mais certainement pas par la rigueur scientifique ?

Depuis plusieurs années, à l'occasion de ses Universités d'été, Sauvons le Climat réunit des spécialistes de haut niveau pour éclairer les différents aspects de la transition énergétique et formuler des préconisations à la lumière de ces réalités. Pourquoi l'État français ne procède-t-il pas également à des analyses systématiques de la crédibilité technique de ses options en matière de transition ? Les Académies pourraient tenir ce rôle : il faut savoir les écouter.

Si, en matière d'énergie, les dimensions économiques et sociétales sont à prendre en considération, les réalités scientifiques doivent être le fondement de tous les raisonnements. Le sujet est trop prégnant, l'urgence est trop grande pour se perdre dans des fausses pistes tracées par des dogmes, des croyances ou des considérations mercantiles. L'enjeu pour l'avenir enfin est trop grave pour qu'on puisse faire semblant dans les discours, sans jamais vraiment passer aux actes.

Alors oui, Monsieur le Président, fondons enfin nos politiques sur les constats de la science. Chiche !